

19 oct. 88

EUROPE 1 - 8H 20 - L'INVITE DE JP ELKABBACH

INVITE DE JP ELKABBACH : P. MAUROY

Q/ Face à l'ébullition sociale que doivent donner ou concéder F. MITTERRAND et M. ROCARD ?

R/ Les revendications des fonctionnaires sont légitimes. Mais le gvt a un discours nécessaire : celui de respecter les grands équilibres, de préparer l'avenir en tenant ses équilibres, ainsi en ne permettant pas à l'inflation de revenir. Il faut tenir sur le plan de l'inflation, après avoir lutté contre elle en 82 et 83.

Q/ Vous pensez donc, comme M. ROCARD et P. BEREGOVY, qu'il y a une rigueur nécessaire. Elle s'applique aussi aux salariés ?

R/ La rigueur est nécessaire, mais celle d'aujourd'hui est bien différente de celle que nous avons connu en 82 et 83. La compensation de cette politique de rigueur, c'était la désinflation. Aujourd'hui nous sommes devant la croissance. On est devant une disparité en ce qui concerne les augmentations des revenus. Il y a eu une augmentation des revenus non-salariaux, une augmentation des revenus des capitaux. Il y a même des augmentations dans le secteur privé. Mais en ce qui concerne les fonctionnaires, il y a stabilisation, voire même régression. Cette situation ne peut pas durer. Les fonctionnaires ne peuvent pas être les seuls à voir leur pouvoir d'achat ne pas augmenter comme celui des autres catégories.

Q/ Mais vous venez de dire qu'il fallait respecter les grands équilibres, n'est-ce pas contradictoire ?

renucléer R/ Les fonctionnaires ne souffrent pas seulement au niveau de leurs ~~revendications~~, mais aussi de la dignité de la fonction publique. La droite qui est revenue au pouvoir a fait beaucoup de dégâts. Depuis quelques années, l'argent est roi. On ne reconnaît que ceux qui gagnent de l'argent. Je considère que l'argent n'est pas la valeur qui doit permettre de juger les uns et les autres. Il est temps de rendre à la fonction publique ses lettres de noblesse. La France peut s'enorgueillir de sa fonction publique. La France doit avoir une haute fonction publique, mais aussi une fonction publique territoriale adaptée à ces nouvelles (inaudible). Autrement dit, il faut une perspective. Il est indispensable que lorsque les négociations s'ouvriront l'on parle bien sûr, de l'immédiat, mais aussi de l'évolution de la fonction publique. Il faut rendre à la fonction publique considération et respect. Il faut faire en sorte que les fonctionnaires ne connaissent une baisse de pouvoir d'achat et soient à l'unisson des autres catégories.

EUROPE 1 - 8H 20 - INVITE (SUITE 1)

Q/ Cette négociation commence tout de suite ou est-elle reporté au rendez-vous de la confiance proposée par M. BEREGOVY ?

R/ Il y aura des négociations qui s'ouvriront entre la fonction publique et le gvt. C'est la tâche du gvt de conduire ces négociations. Et au titre de premier secrétaire du parti socialiste, je dis que la situation actuelle de la fonction publique et des différents corps de fonctionnaires méritent la plus grande considération.

Q/ La méthode du coup par coup, c'est une bonne méthode ?

R/ Tous les gvt essaient de régler les problèmes au coup par coup. Mais manifestement, nous nous trouvons aujourd'hui devant un problème plus vaste, et au-delà de cette méthode du coup par coup, il est nécessaire de parler pour le moyen terme. D'ailleurs P. BEREGOVY s'est exprimé en ouvrant cette perspective, hier à l'Assemblée nationale.

Q/ Beaucoup pense que le PS a placé M. ROCARD sous surveillance, Laisser le vivre, non ?

R/ Vous êtes extraordinaire ! M. ROCARD est un ami. Il fait un métier difficile : celui de premier ministre, que je connais. Naturellement, entre le premier ministre qui a besoin de notre soutien -Et nous le soutenons ! ,d'autant plus qu'il réussit- ... le PS ne peut pas être étranger à ce qui se passe dans le pays. Lorsque nous sommes dans l'opposition, il nous arrive d'être avec la fonction publique en grève....

Q/ Si vous pouviez manifester avec les grévistes !

R/ Je ne dis pas que je vais manifester avec eux, mais je leur exprime ma solidarité. Pour M. ROCARD il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes immédiats, mais de se concilier les couches sociales dont il a besoin pour gouverner. Il a une majorité de gauche, et le PS agit pour que cette majorité reste le soutien de M. ROCARD

.....

EUROPE 1 - 8 H 20 - (SUITEZ)

Q/ A. JUPPE a dit ici lundi que dans le climat social actuel le référendum sur la Nouvelle-Calédonie était inutile, dangereux et coûteux ?

- "Je ne comprends absolument pas la liaison qu'il peut faire entre une situation difficile sur le plan social et le référendum. Je ne comprends pas ce gaulliste qui met en cause le référendum. Il a même ajouté qu'il était coûteux. Les élections c'est tjs coûteux. Mais bref. Lorsqu'on a eu des responsabilités comme a eu la droite entre 86 et 88, lorsqu'en Nouvelle-Calédonie on a voulu retourner à l'ère coloniale, lorsqu'en Nouvelle-Calédonie on a connu l'horreur comme nous l'avons connu en Nouvelle-Calédonie, eh bien je crois que le référendum, on accepte de jouer le jeu et on accepte surtout d'ouvrir les portes de l'avenir et de faire le geste de fraternité, de solidarité qui est indispensable et que nous n'imposons pas la Nouvelle-Calédonie mais que à la fois TJIBAOU et LAFLEUR nous ont demandé."

Q/ On vous attend sur autre chose, à propos des municipales, on dit que peut-être en raison de votre situation dans le nord, de tradition personnelle, vous n'êtes peut-être pas aujourd'hui assez ferme avec le PC, vous proposez au PC un accord national, dont il ne veut pas, est-ce qu'il y a une autre solution ?

- "Le PS dans la position où il est, il est ferme avec toutes les autres formations, aussi bien le PC que telle ou telle formation, c'est absolument indispensable. D'ailleurs vous parlez de fermeté cela n'a aucun sens puisque les négociations n'ont pas encore commencé et j'ai adressé une lettre au PC exigeant une clarification. Alors évidemment, nous ne sommes pas aujourd'hui dans les mêmes conditions pour préparer les municipales qu'en 83. Alors ce qui est vrai, et je le dis parce que un journal du soir -LE MONDE- en faisait écho, c'est que certains autour du Premier ministre envisageaient de changer la loi électorale."

Q/ Et vous avez répondu ?

- "J'ai dit non. Il ne peut pas être question de modifier la loi électorale. Je n'ai jamais accepté de loi électorale qui soit de loi électorale de circonstances, je n'admets pas qu'aujourd'hui on puisse en modifier la loi électorale en reprenant les propositions de M. R. BARRE même sous une autre forme, cela n'est pas possible et le PS ne peut pas accepter."

Q/ Il n'y a pas chez vous la nostalgie de l'union PC-PS ?

- "C'est terminé ça. Mais pourquoi vous me dites ça ? En ce qui concerne le PC je sais ce que c'est de conduire un gvt d'union de la gauche, je sais aussi ce que c'est de combattre parce que dans le nord qu'entre socialistes et communistes nous nous sommes combattus pendant des

.../...

EUROPE 1 - 8 H 20 - (SUITE 3)

années. Et le problème n'est pas là. ce que nous souhaitons c'est un parti socialiste qui honore ses engagements. Honorer ses engagements c'est tenir compte que dans des conseils généraux, c'est tenir compte que dans des régions, c'est tenir compte que lorsqu'on procède à l'élection du président de l'AN. on additionne les voix des socialistes et des communistes. Mais honorer nos engagements c'est aussi vouloir sur le plan municipale des municipalités qui soient à l'image de la majorité présidentielle, c-à-d des municipalités qui soient des municipalités d'ouverture. Eh bien le PS veut absolument qu'il y ait des municipalités à l'image de la majorité présidentielle avec tous ceux qui représentent la majorité présidentielle et tous ceux même qui voudraient venir dans cette majorité présidentielle sans exclure les communistes."

./.

FRANCE INTER - 8 H 20 - B. BRIGOULEX

INVITE : DANIEL LEBEGUE, DIRECTEUR DE LA BNP

Explication des causes et effets du krack d'Octobre 88. Explications techniques sur les marchés financiers et boursiers au niveau français et international avant et après le krack.

./.